

Art. 5. Assimilations

Les périodes suivantes sont assimilées aux prestations effectives :

- le salaire garanti pour les journées d'absence due à un accident de travail ou à une maladie professionnelle;
- le salaire garanti pour maladie de droit commun à concurrence de maximum 1 mois et de maximum 1 période ininterrompue par an;
- le salaire journalier garanti;
- les jours de vacances annuelles;
- les jours fériés;
- le petit chômage;
- les jours de réduction du temps de travail;
- la formation syndicale;
- les heures syndicales pour l'exécution de mandats au sein du conseil d'entreprise, du comité de prévention et de protection au travail et de la délégation syndicale;
- le congé d'ancienneté.

Art. 6. Prorata temporis

Les employés qui comptent un an d'ancienneté ou plus à la date de leur départ de l'entreprise, ont droit à un prorata de la prime de fin d'année quelle que soit la façon dont il est mis fin au contrat, sauf en cas de licenciement pour motif grave dans le chef du travailleur.

Art. 7. Systèmes d'entreprise

La présente convention collective de travail ne porte pas préjudice aux systèmes existant dans l'entreprise qui tiennent lieu de prime de fin d'année et qui sont plus favorables.

Art. 8. Durée

Cette convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée à partir du 1^{er} juillet 2019.

Elle peut être dénoncée moyennant une lettre recommandée au président de la commission paritaire et en respectant un délai de préavis de 6 mois.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 18 avril 2021.

Le Ministre du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

Art. 5. Gelijkstellingen

De volgende periodes worden gelijkgesteld met effectief geleverde prestaties :

- het gewaarborgd loon voor de afwezigheidsdagen te wijten aan een arbeidsongeval of aan een beroepsziekte;
- het gewaarborgd loon voor ziekte van gemeen recht ten belope van maximum 1 maand en maximum 1 ononderbroken periode per jaar;
- het gewaarborgd dagloon;
- de jaarlijkse vakantie;
- de feestdagen;
- het klein verlet;
- de dagen arbeidsduurvermindering;
- de syndicale vorming;
- de syndicale uren in uitvoering van mandaten in ondernemingsraad, comité voor preventie en bescherming op het werk, syndicale afvaardiging;
- het anciënniteitsverlof.

Art. 6. Pro rata temporis

De bedienden die op datum van hun uitdiensttreding één jaar anciënniteit hebben of meer, hebben recht op een pro rata eindejaarspremie ongeacht de wijze waarop er een einde komt aan de arbeidsovereenkomst, behalve in geval van ontslag om dringende redenen in hoofde van de werknemer.

Art. 7. Ondernemingsregelingen

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft geen invloed op de in de ondernemingen bestaande systemen die dienst doen als eindejaarspremie en die gunstiger zijn.

Art. 8. Duur

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur met ingang vanaf 1 juli 2019.

Zij kan opgezegd worden mits een aangetekend schrijven aan de voorzitter van het paritair comité en mits inachtneming van een opzeggingstermijn van 6 maanden.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 18 april 2021.

De Minister van Werk,
P.-Y. DERMAGNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE, SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT ET SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2021/31501]

17 MAI 2021. — Arrêté royal élevant le plafond des engagements du ducroire résultant de ses activités prévues à l'article 3, 1^o de la loi du 31 août 1939 sur le Ducroire

CONSEIL D'ETAT
Section de législation

Avis 69.090/2 du 20 avril 2021 sur un projet d'arrêté royal 'levant le plafond des engagements du Ducroire résultant de ses activités prévues à l'article 3, 1^o, de la loi du 31 août 1939 sur le Ducroire'

Le 22 mars 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'élevant le plafond des engagements du Ducroire résultant de ses activités prévues à l'article 3, 1^o, de la loi du 31 août 1939 sur le Ducroire'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 20 avril 2021. La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Patrick Ronvaux et Christine Horevoets, conseillers d'État, Sébastien Van Drooghenbroeck et Jacques Englebert, assesseurs, et Béatrice Drapier, greffier.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE, FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2021/31501]

17 MEI 2021. — Koninklijk besluit tot verhoging van het plafond voor de verbintenissen van delcredere die voortvloeien uit zijn activiteiten bedoeld in artikel 3, 1^o, van de wet van 31 augustus 1939 betreffende Delcredere

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

Advies 69.090/2 van 20 april 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot verhoging van het plafond voor de verbintenissen van Delcredere die voortvloeien uit zijn activiteiten bedoeld in artikel 3, 1^o, van de wet van 31 augustus 1939 betreffende Delcredere'

Op 22 maart 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot verhoging van het plafond voor de verbintenissen van Delcredere die voortvloeien uit zijn activiteiten bedoeld in artikel 3, 1^o, van de wet van 31 augustus 1939 betreffende Delcredere'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 20 april 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre Vandernoot, kamervoorzitter, Patrick Ronvaux en Christine Horevoets, staatsraden, Sébastien Van Drooghenbroeck en Jacques Englebert, assessoren, en Béatrice Drapier, griffier.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie Renson, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre Vandernoot.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 avril 2021.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Formalités préalables

Selon la note au Conseil des ministres jointe au dossier soumis au Conseil d'État, une analyse d'impact de la réglementation n'est pas requise dès lors que le projet aurait trait à l'autorégulation de l'autorité fédérale et qu'ainsi la dispense visée à l'article 8, § 1^{er}, 4^o, de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative' serait applicable.

La section de législation ne peut toutefois se rallier à ce point de vue : il est vrai que l'arrêté envisagé concerne une augmentation du plafond des engagements du Ducroire pour ses activités exercées dans le cadre de l'article 3, 1^o, de la loi du 31 août 1939 'sur le Ducroire' mais cette augmentation a indéniablement aussi des conséquences à l'égard de tiers (1) et comporte par conséquent plus qu'une simple autorégulation au sein de l'autorité fédérale(2).

Sauf si une autre exception ou une cause de dispense peut être invoquée, que la section de législation n'aperçoit toutefois pas, il faudra encore procéder à un tel examen.

L'auteur du projet veillera par conséquent au respect de cette formalité et la visera au préambule en mentionnant la date de son accomplissement.

Si le projet devait être adapté à la suite de l'accomplissement de celle-ci, les dispositions modifiées sur des points autres que ceux faisant l'objet du présent avis devraient être soumises pour avis au Conseil d'État, section de législation.

Observations particulières

Préambule

1. A l'alinéa 1^{er}, il y a lieu de ne viser que l'article 9, alinéa 2, de la loi du 31 août 1939 'sur le Ducroire' dès lors que seule cette disposition constitue le fondement légal du projet d'arrêté à l'examen. Il y a lieu en outre de préciser que cette disposition a été modifiée par la loi du 18 avril 2017.

2. Il convient de viser au préambule l'avis rendu par l'Inspecteur des Finances en date du 8 mars 2021 ainsi que l'accord donné par la Secrétaire d'État au Budget en date du 16 mars 2021.

Dispositif

Article 2

L'article 2 dispose que l'arrêté en projet entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

Le greffier,
Béatrice Drapier

Le président,
Pierre Vandernoot

Notes

(1) Dès lors que, comme l'explique la note au Conseil des ministres, l'augmentation du plafond des engagements du Ducroire permettrait de « répondre partiellement aux demandes urgentes de couverture de la part des exportateurs belges ».

(2) Voir notamment en ce sens l'avis n° 58.251/3 donné le 21 octobre 2015 sur un projet devenu l'arrêté royal du 2 février 2016 'modifiant l'arrêté royal du 19 juillet 2001 relatif à l'accès de certaines administrations publiques au Casier judiciaire central' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/58251.pdf>).

Het verslag is uitgebracht door Anne—Stéphanie Renson, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre Vandernoot.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 april 2021.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

Volgens de nota aan de Ministerraad die bij het dossier is gevoegd dat aan de Raad van State is bezorgd, is geen regelgevingsimpactanalyse vereist, aangezien het ontwerp betrekking zou hebben op de autoregulering van de federale overheid en het daardoor de vrijstelling zou genieten zoals bedoeld in artikel 8, § 1, 4^o, van de wet van 15 december 2013 'houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging'.

De afdeling Wetgeving kan echter niet akkoord gaan met die zienswijze: het ontworpen besluit betreft weliswaar een verhoging van het plafond voor de verbintenissen van Delcredere wat betreft diens activiteiten uitgeoefend in het kader van artikel 3, 1^o, van de wet van 31 augustus 1939 'betreffende Delcredere' maar die verhoging heeft ontegenzeggelijk ook consequenties voor derden (1) en omvat dus meer dan zomaar een autoregulering binnen de federale overheid. (2)

Er dient dus nog een dergelijk onderzoek te worden gevoerd, tenzij een andere uitzondering of reden voor vrijstelling, die de afdeling Wetgeving echter niet kan ontdekken, kan worden aangevoerd.

De steller van het ontwerp moet er dus op toezien dat het betreffende vormvereiste wordt vervuld en moet daarvan melding maken in de aanhef, alsook van de datum waarop het vormvereiste is vervuld.

Als het ontwerp ten gevolge van de vervulling van dat vormvereiste nog zou worden aangepast, moeten de bepalingen die zijn gewijzigd op andere punten dan die waarover het voorliggende advies gaat, opnieuw aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State om advies worden voorgelegd.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid moet enkel naar artikel 9, tweede lid, van de wet van 31 augustus 1931 'betreffende Delcredere' worden verwezen, omdat alleen die bepaling de rechtsgrond van het voorliggende ontwerpbesluit vormt. Voorts dient nader te worden aangegeven dat die bepaling is gewijzigd bij de wet van 18 april 2017.

2. In de aanhef dient te worden verwezen naar het advies van de inspecteur van Financiën van 8 maart 2021 en naar de akkoordbevinding van de staatssecretaris voor Begroting van 16 maart 2021.

Dispositief

Artikel 2

Volgens artikel 2 treedt het ontworpen besluit in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gebruikelijke termijn van inwerkingtreding, bepaald bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 'betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen', dient te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding, zodat elkeen over een redelijke termijn beschikt om van de nieuwe regels kennis te nemen.

De griffier,
Béatrice Drapier

De voorzitter,
Pierre Vandernoot

Nota's

(1) Aangezien, zoals in de nota aan de Ministerraad wordt gesteld, de verhoging van het plafond voor de verbintenissen van Delcredere het mogelijk zou maken "gedeeltelijk tegemoet [te] komen aan de dringende verzoeken om dekking van de Belgische exporteurs".

(2) -Zie in die zin met name advies 58.251/3, op 21 oktober 2015 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 2 februari 2016 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 juli 2001 betreffende de toegang van bepaalde openbare besturen tot het Centraal Strafregister' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/58251.pdf>).

17 MAI 2021. — Arrêté royal élevant le plafond des engagements du ducroire résultant de ses activités prévues à l'article 3, 1° de la loi du 31 août 1939 sur le Ducroire

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 31 août 1939 sur le Ducroire, article 9, alinéa 2, modifié par la loi du 18 avril 2017 portant dispositions diverses en matière d'économie;

Considérant que le Ducroire exerce son activité pour le compte de l'Etat lorsque les garanties qu'il octroie comportent des risques dont la gravité et la durée dépassent ses possibilités techniques, mais que leur réalisation est cependant jugée opportune par le Gouvernement ou lorsqu'il exécute pour le compte du Gouvernement toute mission, qu'elle soit technique, financière ou de représentation, se rapportant au commerce ou investissements internationaux que celui-ci décidera de lui confier;

Considérant que le total des engagements du Ducroire résultant des activités prévues à l'article 3, 1°, de la loi du 31 août 1939 sur le Ducroire ne peut dépasser 2.231.041.722,96 euro (deux milliards deux cent trente-et-un millions quarante et un mille sept cent vingt-deux euros nonante six cents);

Considérant que le Roi peut élever le montant total indiqué à l'article 9, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 31 août 1939 sur le Ducroire par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sans que le montant total des engagements autorisés ne puisse dépasser le montant total de 2.478.935.247,73 euros (deux milliards quatre cent septante-huit millions neuf cent trente-cinq mille deux cent quarante-sept euros septante-trois cents);

Considérant que l'augmentation du plafond des engagements du Ducroire à 2.231.041.722,96 euro (deux milliards deux cent trente-et-un millions quarante et un mille sept cent vingt-deux euros nonante six cents) pour ses activités prévues à l'article 3, 1°, de la loi du 31 août 1939 sur le Ducroire remonté à l'année 1983 et n'a jamais fait l'objet d'une indexation à défaut de base légale;

Considérant qu'il en résulte que ce plafond n'est plus adapté dès lors qu'il n'offre plus suffisamment de capacité pour répondre aux demandes de couverture des exportateurs belges;

Considérant qu'il convient, pour pouvoir offrir à court terme une capacité de couverture additionnelle aux exportateurs belges, de faire usage de la faculté prévue à l'article 9, alinéa 2, de la loi du 31 août 1939 sur le Ducroire et d'augmenter le plafond des engagements du Ducroire pour ses activités exercées dans le cadre de l'article 3, 1°, de la loi du 31 août 1939 sur le Ducroire, à 2.478.935.247,73 euros (deux milliards quatre cent septante-huit millions neuf cent trente-cinq mille deux cent quarante-sept euros septante-trois cents) par arrêté délibéré en Conseil des Ministres;

Considérant qu'une augmentation plus substantielle de ce plafond basée notamment sur l'évolution de l'indice des prix à la consommation est justifiée mais nécessite une modification de la loi du 31 août 1939 sur le Ducroire;

Considérant que le plafond actuel des engagements du compte de l'Etat est quasiment atteint et qu'il y a un besoin urgent pour nos exportateurs belges d'obtenir une couverture supplémentaire et qu'il convient donc que l'augmentation du plafond puisse prendre effet sans délai;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 8 mars 2021;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget du 16 mars 2021;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation du 26 avril 2021;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie, de Notre Ministre du Commerce extérieur et Notre Ministre des Finances, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le plafond des engagements du Ducroire pour ses activités exercées dans le cadre de l'article 3, 1°, de la loi du 31 août 1939 sur le Ducroire, fixé à 2.231.041.722,96 euro (deux milliards deux cent trente-et-un millions quarante et un mille sept cent vingt-deux euros nonante six cents) à l'article 9, alinéa 1^{er}, 2°, de la loi du 31 août 1939 sur le Ducroire, est élevé à 2.478.935.247,73 euros (deux milliards quatre cent septante-huit millions neuf cent trente-cinq mille deux cent quarante-sept euros septante-trois cents), conformément à l'article 9, alinéa 2, de la loi du 31 août 1939 sur le Ducroire.

17 MEI 2021. — Koninklijk besluit tot verhoging van het plafond voor de verbintenissen van delcredere die voortvloeien uit zijn activiteiten bedoeld in artikel 3, 1°, van de wet van 31 augustus 1939 betreffende Delcredere

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 31 augustus 1939 betreffende Delcredere, artikel 9, lid 2 gewijzigd door de wet van 18 april 2017 houdende diverse bepalingen inzake economie;

Overwegende dat Delcredere zijn activiteiten uitoefent voor rekening van de Staat wanneer de garanties die hij toekent risico's inhouden waarvan de belangrijkheid en de duur zijn technische mogelijkheden te boven gaan, doch hun verwezenlijking door de Regering niettemin gepast wordt geacht of wanneer hij voor rekening van de Staat opdrachten uitvoert, zij het technische, financiële of vertegenwoordigingsopdrachten, die verband houden met de internationale handels- of investeringsverrichtingen en die de Regering besluit hem toe te vertrouwen;

Overwegende dat het totaal van de verbintenissen van Delcredere die voortvloeien uit de activiteiten bedoeld in artikel 3, 1°, van de wet van 31 augustus 1939 betreffende Delcredere, niet meer mag bedragen dan 2.231.041.722,96 euro (twee miljard tweehonderdeenendertig miljoen eenenveertigduizend zeshonderdtweëntwintig euro en zesennegentig cent);

Overwegende dat de Koning het totaalbedrag genoemd in artikel 9, lid 1, 2°, van de wet van 31 augustus 1939 betreffende Delcredere, kan verhogen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, zonder dat het totale bedrag van de toegestane verbintenissen het totaalbedrag van 2.478.935.247,73 euro (twee miljard vierhonderdachtenzeventig miljoen negenhonderdvijfendertigduizend tweehonderdzevenveertig euro en drieënzeventig cent) overschrijdt;

Overwegende dat de verhoging van het plafond voor de verbintenissen van Delcredere tot 2.231.041.722,96 euro (twee miljard tweehonderdeenendertig miljoen eenenveertigduizend zeshonderdtweëntwintig euro en zesennegentig cent) voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, 1°, van de wet van 31 augustus 1939 betreffende Delcredere, dateert van 1983 en nooit geïndexeerd werd bij gebrek aan een wettelijke basis;

Overwegende dat daaruit voortvloeit dat dit plafond niet langer geschikt is omdat het niet langer voldoende capaciteit biedt om te voldoen aan de dekkingsaanvragen van de Belgische exporteurs;

Overwegende dat derhalve, om op korte termijn extra dekkingscapaciteit te kunnen aanbieden aan de Belgische exporteurs, gebruik gemaakt moet worden van de mogelijkheid voorzien in artikel 9, lid 2, van de wet van 31 augustus 1939 betreffende Delcredere, en dat het plafond voor de verbintenissen van Delcredere voor de activiteiten die hij uitoefent in het kader van artikel 3, 1°, van de wet van 31 augustus 1939 betreffende Delcredere, verhoogd moet worden tot 2.478.935.247,73 euro (twee miljard vierhonderdachtenzeventig miljoen negenhonderdvijfendertigduizend tweehonderdzevenveertig euro en drieënzeventig cent);

Overwegende dat een meer substantiële verhoging van dit plafond, met name op basis van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen, gerechtvaardigd is, maar een wijziging vereist van de wet van 31 augustus 1939 betreffende Delcredere;

Overwegende het feit dat het huidige plafond voor de verbintenissen van de rekening van de Staat quasi bereikt is en dat er een dringende behoefte bestaat voor onze Belgische exporteurs om bijkomende dekking te verkrijgen en het derhalve aangewezen is dat de verhoging van het plafond onverwijld in werking kan treden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 8 maart 2021;

Gelet op het akkoord van de Staatssecretaris voor Begroting van 16 maart 2021;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving van 26 april 2021;

Op de voordracht van onze Minister van Economie, onze Minister van Buitenlandse Handel en onze Minister van Financiën, en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het plafond voor de verbintenissen van Delcredere voor de activiteiten die hij uitoefent in het raam van artikel 3, 1°, van de wet van 31 augustus 1939 betreffende Delcredere, dat vastgelegd werd op 2.231.041.722,96 euro (twee miljard tweehonderdeenendertig miljoen eenenveertigduizend zeshonderdtweëntwintig euro en zesennegentig cent) in artikel 9, lid 1, 2°, van de wet van 31 augustus 1939 betreffende Delcredere, wordt verhoogd tot 2.478.935.247,73 euro (twee miljard vierhonderdachtenzeventig miljoen negenhonderdvijfendertigduizend tweehonderdzevenveertig euro en drieënzeventig cent), conform artikel 9, lid 2, van de wet van 31 augustus 1939 betreffende Delcredere.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 mai 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE
La Ministre du Commerce extérieur,
S. WILMES
Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 mei 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE
De Minister van Buitenlandse Handel
S. WILMES
De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2021/41493]

9 MAI 2021. — Arrêté royal déterminant le portail fédéral unique visé à l'article 9 de la loi du 27 octobre 2020 relative à un examen de proportionnalité préalable à l'adoption ou la modification d'une réglementation de profession, les informations reprises sur ce portail et les modalités de son utilisation

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108

Vu la loi du 27 octobre 2020 relative à un examen de proportionnalité préalable à l'adoption ou la modification d'une réglementation de profession, les articles 9 et 14 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 novembre 2020 ;

Vu l'accord de la Secrétaire d'État au Budget, donné le 13 janvier 2021;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'avis 68.775/1 du Conseil d'État, donné le 25 février 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Premier Ministre, du Ministre de l'Economie, du Ministre de la Mobilité, du Ministre de la Justice, du Ministre des Classes moyennes et des Indépendants et de la Ministre de l'Intérieur, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o la loi : la loi du 27 octobre 2020 relative à un examen de proportionnalité préalable à l'adoption ou la modification d'une réglementation de profession ;

2^o le portail fédéral unique : le portail fédéral unique visé à l'article 9, alinéa 2, de la loi .

Art. 2. Le portail fédéral unique est hébergé sur le site web www.business.belgium.be.

En cas de modification du site web d'hébergement du portail fédéral unique, le Premier Ministre et le ministre qui a les Classes moyennes et les Indépendants dans ses attributions arrêtent ce nouveau site d'hébergement.

Art. 3. Le Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie veille à la publication sur le portail fédéral unique de l'information générale liée au domaine couvert par la loi. Il est responsable de l'information générale présente sur le portail fédéral unique et liée au domaine couvert par la loi.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2021/41493]

9 MEI 2021. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het unieke federale portaal bedoeld in artikel 9 van de wet van 27 oktober 2020 betreffende een evenredigheidsbeoordeling voorafgaand aan de invoering of de wijziging van een beroepsreglementering, de informatie vermeld op dat portaal en de modaliteiten van het gebruik ervan

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wet van 27 oktober 2020 betreffende een evenredigheidsbeoordeling voorafgaand aan de invoering of de wijziging van een beroepsreglementering, artikelen 9 en 14;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 november 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 13 januari 2021;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op advies 68.775/1 van de Raad van State gegeven op 25 februari 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Eerste Minister, de Minister van Economie, de Minister van Mobiliteit, de Minister van Justitie, de Minister van Middenstand en Zelfstandigen en de Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o de wet: de wet van 27 oktober 2020 betreffende een evenredigheidsbeoordeling voorafgaand aan de invoering of de wijziging van een beroepsreglementering;

2^o het unieke federale portaal: het unieke federale portaal bedoeld in artikel 9, tweede lid, van de wet.

Art. 2. Het unieke federale portaal wordt gehost op de website www.business.belgium.be.

In geval van wijziging van de hostingwebsite van het unieke federale portaal, leggen de Eerste Minister en de minister bevoegd voor Middenstand en Zelfstandigen die nieuwe hosting website vast.

Art. 3. De Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie ziet toe op de publicatie van de algemene informatie over het toepassingsgebied van de wet op het unieke federale portaal. Hij is verantwoordelijk voor de algemene informatie op het unieke federale portaal met betrekking tot het toepassingsgebied van de wet.